Grain de Sable n° 488

10 novembre 2004

attac

LE FMI À LA RETRAITE !

Dans ce numéro

1.- La stratégie impériale des États-Unis depuis la fin de l'URSS
Intervention de Gilbert Achcar, lors de l'université d'été 2004 d'Attac à Arles, pour la flière " Le nouvel impérialisme et la guerre".
Par Gilbert Achcar, Université de Paris-VIII et Centre Marc Bloch (Berlin), auteur du Choc des barbaries *(10/18, 2004) et de* L'Orient incandescent *(Page deux, 2003).*

2.- "60 ans, l'âge de la retraite", dit l'amateur de reggae au FMI
Quel rapport peut-on trouver entre le reggae et le Fonds monétaire international (FMI) ? Alors que le FMI s'apprête à fêter son 60e anniversaire en cet automne 2004, il est possible d'aborder son bilan sous un angle original : son action en Jamaïque voici trente ans.
Par Damien Millet et François Mauger, animateurs du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde) et auteurs du livre La Jamaïque dans l'étau du FMI. La dette expliquée aux amateurs de reggae, aux fumeurs de joints et aux autres*, éd L'esprit frappeur, 2004.*
Contact : france@cadtm.org

1.- La stratégie impériale des États-Unis depuis la fin de l'URSS

La fin de l'URSS a représenté un tournant historique majeur, d'une importance équivalente à la fin de chacune des deux Guerres mondiales du XXe siècle. Chacun de ces tournants a été l'occasion du franchissement d'une nouvelle étape de l'expansion impériale des USA : passage du rang de puissance régionale, ou puissance mondiale mineure, au rang de puissance mondiale majeure avec la Première Guerre mondiale ; passage au rang de superpuissance avec la Seconde Guerre mondiale, dans le cadre d'un monde bipolaire, partagé entre les deux empires de la Guerre froide.

Une domination planétaire

L'agonie, puis l'implosion finale de l'URSS ont confronté les USA à la nécessité de choisir entre des options stratégiques majeures pour la « mise en forme du monde » (*shaping the world*). Washington a opté pour la pérennisation de sa suprématie, dans un monde devenu unipolaire sur le plan de la force militaire, principal atout des USA dans la concurrence inter-impériale mondiale. L'ère de l'hyperpuissance états-unienne fut inaugurée par la guerre de l'administration Bush I contre l'Irak en janvier-février 1991, l'année même qui vit la chute finale de l'URSS.

Cette guerre, décisive pour la « mise en forme du monde », permit de réaliser simultanément plusieurs objectifs stratégiques majeurs :

- le retour en force de l'implantation militaire directe des USA dans la région du Golfe, détentrice des deux tiers des réserves mondiales de pétrole. Au seuil d'un siècle qui sera marqué par la raréfaction progressive, puis le tarissement de cette ressource stratégique entre toutes, ce retour plaçait les USA en position dominante tant par rapport à leurs rivaux potentiels que par rapport à leurs alliés, tous – excepté la Russie – largement dépendants du pétrole du Moyen-Orient.

- la démonstration éclatante de la supériorité écrasante des systèmes d'armement états-uniens face aux risques nouveaux pesant sur l'ordre capitaliste mondial du fait d'États « scélérats » (*rogue states*) – risques illustrés par le comportement prédateur de l'Irak baasiste, dans le sillage d'une « révolution islamique » qui avait déjà installé en Iran un régime échappant au contrôle des deux superpuissances de la Guerre froide. Cette démonstration contribua fortement à convaincre les puissances européennes et le Japon, alliés majeurs de Washington, de renouveler le rapport de vassalité qu'ils avaient établi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale envers une Amérique devenue suzeraine. Le maintien de l'OTAN et sa mutation en « organisation de sécurité » traduisirent la reconduction de ce rapport hiérarchique.

En même temps, le retour des USA au Moyen-Orient inaugurait une nouvelle et dernière phase historique d'expansion de l'empire mondial régi par Washington : l'extension du réseau de bases et d'alliances militaires avec lequel Washington enserre le monde, aux régions de la planète qui lui échappaient encore parce qu'elles étaient dominées jusque-là par Moscou. L'élargissement de l'OTAN à l'Est de l'Europe, l'intervention militaire en Bosnie puis la guerre du Kosovo, furent les premières étapes de ce parachèvement de la mondialisation impériale, réalisées sous l'administration Clinton. La poursuite du processus requérrait des conditions politiques favorables, notamment au regard de la persistance du « syndrome vietnamien » freinant les ambitions militaires expansionnistes de Washington.

Les attentats du 11 septembre 2001 offrirent à l'administration Bush II l'occasion historique d'accélérer au plus haut point et d'achever ce processus au nom de la « guerre contre le terrorisme ». L'invasion de l'Afghanistan et la guerre contre le réseau Al-Qaida furent, en même temps, le prétexte idéal pour l'extension de la présence militaire états-unienne au cœur de l'Asie centrale ex-soviétique (Ouzbékistan, Kirghizstan, Tadjikistan) et jusqu'au Caucase (Géorgie). Outre la richesse en hydrocarbures (gaz et pétrole) du bassin de la Caspienne, l'Asie centrale présente l'intérêt stratégique inestimable d'être située au cœur de la masse continentale eurasiatique, entre la Russie et la Chine, les deux principales adversaires potentielles de l'hégémonie politico-militaire des USA.

L'invasion de l'Irak, réalisée dans la foulée de la précédente, visait à terminer ce qui était resté inachevé en 1991, du fait de l'impossibilité d'occuper durablement le pays tant

pour des raisons de politique internationale (mandat limité de l'ONU, existence de l'URSS) que pour des raisons de politique interne (réticence de l'opinion publique, mandat limité du Congrès). Avec l'occupation de l'Irak qui s'ajoute à leur tutelle suzeraine sur le royaume saoudien et leur implantation militaire dans les autres émirats de la région du Golfe, les USA exercent à présent un contrôle direct sur plus de la moitié des réserves mondiales de pétrole – outre leurs propres réserves domestiques. Washington cherche activement à compléter cette mainmise planétaire sur le pétrole en étendant son hégémonie à l'Iran et au Venezuela, ses deux cibles prioritaires après l'Irak.

Stratégie impériale et néolibéralisme

L'option stratégique du parachèvement de la domination états-unienne unipolaire sur le monde est le corollaire de l'option néolibérale adoptée par le capitalisme mondial et imposée à l'ensemble de la planète dans le cadre du processus global désigné sous le nom de « mondialisation ».

Afin de garantir le libre accès des USA et de leurs partenaires du système impérialiste mondial aux ressources et marchés du reste du monde, comme pour se prémunir contre les risques extra-économiques de déstabilisation du système et des marchés, inhérents à la précarisation néolibérale du monde (démantèlement des acquis sociaux, privatisation à outrance, concurrence sauvage), l'existence et l'entretien d'une force militaire à la mesure de ces enjeux est indispensable. Washington a choisi de faire des USA « la nation indispensable » du système mondial : le fossé militaire entre les USA et le reste du monde ne cesse de se creuser. Du tiers des dépenses militaires mondiales au début de l'après-Guerre froide, les USA en sont arrivés à dépenser à eux seuls plus que les dépenses militaires cumulées de l'ensemble des autres États de la planète.

Cette formidable supériorité militaire de l'hyperpuissance états-unienne relève de ce « militarisme » inhérent au concept de l'impérialisme, depuis sa première définition systématique (Hobson), magnifié par la structure hiérarchique de type féodal (suzerain/vassaux) instaurée depuis la Seconde Guerre mondiale. En vertu de cette structure, une superpuissance tutélaire assurait désormais la part essentielle de la défense d'un système capitaliste ayant complété par une solidarité subjective institutionnalisée sa solidarité objective.

Pour que cette même structure hiérarchique devienne système impérial planétaire unique, et pour qu'elle le reste, il fallait absolument, et faudra en permanence, que la superpuissance, muée en hyperpuissance, entretienne des moyens militaires à la hauteur des ambitions qu'elle s'est fixées. La réaffirmation du rôle suzerain des USA et leur accession au rang d'hyperpuissance militaire par le développement de l'asymétrie entre leurs moyens et ceux du reste du monde étaient au cœur du projet de l'administration Reagan et de l'accroissement extraordinaire des dépenses militaires – à un niveau record, hors situation de guerre – par lequel elle s'est distinguée.

La fin de la Guerre froide, combinée avec les contraintes économiques de finances publiques dangereusement déficitaires, avaient entraîné la réduction, puis le tassement des dépenses militaires états-uniennes dans la première moitié des années 1990. La résurgence d'une contestation russe des visées de Washington autour de l'élargissement de l'OTAN (à partir de 1994), puis des crises balkaniques (1994-1999), ainsi que l'émergence d'une contestation chinoise post-maoïste illustrée par le bras de fer sur la question de Taiwan (1996), le tout sur fond de coopération militaire croissante entre Moscou et Pékin, entraînèrent l'administration Clinton à enclencher une hausse des dépenses militaires états-uniennes à long terme à partir de 1998.

L'impérialisme entre unilatéralisme et multilatéralisme

La relance de la course états-unienne au surarmement face au reste du monde, succédant à la course aux armements contre l'URSS du temps de la Guerre froide, fut accompagnée d'un changement d'attitude de Washington dans la gestion des relations internationales.

L'idylle avec l'ONU, à partir de la « crise du Golfe » en 1990, ainsi que la croyance en la possibilité de déployer systématiquement le rôle impérial des USA dans le cadre d'une légalité internationale maîtrisée au gré de Washington (Irak, Somalie, Haïti), furent abandonnés, dans un premier temps, au profit de l'action unilatérale de l'OTAN dans les Balkans. Les droits de veto russe et chinois au Conseil de sécurité de l'ONU furent circonvenus ainsi par l'action unilatérale de la

structure militaire collective dirigée par Washington, au nom de prétendus soucis « humanitaires ».

Le nouveau bond des dépenses militaires rendu possible par le 11 septembre 2001, le nouveau consensus créé par ces mêmes attentats autour des expéditions militaires de Washington, combinés avec l'inclination « unilatéraliste » propre à l'administration Bush II, incitèrent cette dernière à s'affranchir de toute structure institutionnelle dans le parachèvement de l'expansion impériale états-unienne. Les coalitions à géométrie variable (*coalitions of the willing*), sous la houlette indiscutée de Washington, remplacèrent l'OTAN elle-même, dont le principe d'unanimité constitue l'équivalent d'un droit de veto accordé à l'ensemble de ses États-membres.

La guerre d'invasion de l'Irak fut l'occasion par excellence de la mise en œuvre de ce principe unilatéraliste : sur le dossier irakien, le point de vue et les intérêts états-uniens étaient non seulement en conflit avec ceux de membres permanents du Conseil de sécurité, comme la Russie et la Chine, généralement opposées à l'hégémonie mondiale des USA, mais aussi avec ceux d'alliés traditionnels de Washington et membres de l'OTAN, comme la France et l'Allemagne. La concordance des intérêts et des points de vue des USA et du Royaume-Uni permit aux deux pays de mener conjointement l'invasion, avec le ralliement à leur entreprise de quelques membres de l'OTAN et autres alliés dociles ou zélés de Washington.

L'échec irakien a souligné la nécessité d'un retour à une combinaison plus subtile entre la suprématie de la force et l'entretien d'un consensus minimal avec les puissances alliées traditionnelles (OTAN, Japon), si ce n'est avec l'ensemble des autres puissances dans le cadre de l'ONU. Le consensus a, certes, un prix : les USA doivent tenir compte un tant soit peu des intérêts de leurs partenaires, tout en se réservant la part du lion.

Depuis le tournant de 1990-91, Washington a considéré que le rôle de lieu de vérification et de gestion du consensus entre les grandes puissances, que l'ONU a joué du temps de la Guerre froide, était devenu obsolète. L'égalité en droit (de veto) des cinq membres permanents du Conseil de sécurité lui semble tout à fait surannée dans un monde devenu unipolaire, où seul les USA sont en mesure de pratiquer un veto de fait en matière de « sécurité » internationale. Or, paradoxalement, le basculement de l'ordre du monde est passé par une utilisation politique de l'ONU par Bush I afin d'obtenir un aval domestique à sa guerre contre l'Irak. Sous Clinton ensuite, l'ONU fut réduite dans les Balkans à la gestion post-guerre, en combinaison avec l'OTAN, des territoires envahis par cette dernière organisation, menée par les USA. En Afghanistan, cette même formule de gestion post-guerre a été reconduite, pour une invasion gérée unilatéralement par Washington.

Confrontés à la difficulté de gérer l'occupation de l'Irak, après en avoir mené l'invasion, les USA tentent de retourner à un scénario afghan pour ce dernier pays. La lettre et, plus encore, l'esprit de la Charte de l'ONU sont allègrement bafoués. Au regard de la Charte, les guerres d'invasion sont illégales à moins d'avoir été décidées par le Conseil de sécurité : en ce sens, les guerres de Washington, à défaut d'être justes ou légitimes, ne sont même plus légales. Celle de 1991 avait été menée au nom de l'ONU, mais non par cette dernière, comme l'avait dit le secrétaire général de l'organisation lui-même.

En tout état de cause, Washington ne conçoit le recours à l'ONU, de même qu'à l'OTAN ou tout autre structure collective, que dans la mesure où ce recours peut lui être utile. Les USA se sont toujours réservé la faculté d'agir unilatéralement si la défense de leurs intérêts l'exige. Ce chantage à l'unilatéralisme est exercé en permanence sur les institutions internationales quelles qu'elles soient. Il est à l'origine de la forte dépréciation de la Charte de l'ONU depuis la fin de la Guerre froide.

« L'autre hyperpuissance »

L'évolution des rapports de force militaires mondiaux depuis la fin de l'URSS a réduit au minimum les inhibitions de l'interventionnisme impérialiste : hormis la dissuasion nucléaire que seul un État suicidaire pourrait brandir contre les USA (le cas serait différent pour un réseau terroriste clandestin non confiné à un territoire susceptible de subir des représailles), aucune force militaire au monde n'est capable d'arrêter le rouleau compresseur de l'hyperpuissance états-unienne lorsqu'elle décide d'envahir un territoire.

La seule puissance capable de bloquer la machine de guerre impériale est l'opinion publique et son détachement d'avant-garde en la matière : le mouvement anti-guerre. C'est, en toute logique, la population états-unienne qui a le poids décisif à cet

égard. Le « syndrome vietnamien » – autrement dit, l'impact du formidable mouvement anti-guerre qui avait grandement contribué à mettre fin à l'occupation états-unienne du Vietnam – a paralysé l'empire militairement durant plus de 15 ans, entre le retrait précipité du Vietnam en 1973 et l'invasion du Panama en 1989.

Les attentats du 11 septembre 2001 donnèrent à l'administration Bush II l'illusion d'une adhésion massive et inconditionnelle des opinions publiques occidentales à ses desseins expansionnistes déguisés en « guerre contre le terrorisme ». L'illusion fut de courte durée : 17 mois après les attentats, les USA et le monde connaissaient, le 15 février 2003, la plus ample mobilisation anti-guerre depuis le Vietnam – la plus ample mobilisation internationale de l'histoire, toutes causes confondues.

Expression du rejet massif par les opinions publiques mondiales de l'invasion projetée de l'Irak, cette mobilisation restait toutefois encore une protestation minoritaire aux USA. Le mouvement international avait, comme de coutume, puissamment contribué au renforcement du mouvement états-unien, mais l'effet 11 septembre, entretenu par la désinformation organisée par l'administration Bush, ne s'est pas encore suffisamment estompé.

Par Gilbert Achcar

2.- "60 ans, l'âge de la retraite", dit l'amateur de reggae au FMI

Quel rapport peut-on trouver entre le reggae et le Fonds monétaire international (FMI) ? Alors que le FMI s'apprête à fêter son 60e anniversaire en cet automne 2004, il est possible d'aborder son bilan sous un angle original : son action en Jamaïque voici trente ans. Alors qu'aujourd'hui le reggae est devenu un phénomène de société, que de nombreux jeunes ont adopté ses codes vestimentaires et les dread-locks, que tous vivent cet attachement au reggae ou à ses avatars (le ragga, le dub…) comme une forme de rébellion ouverte, ont-ils vraiment tous les éléments pour comprendre les révoltes de leurs modèles, en particulier face au FMI ?

Ancienne colonie britannique, la Jamaïque accède à l'indépendance en 1962. Durant les années suivantes, Michael Manley entreprend de construire un projet politique résolument progressiste. Charismatique et tiers-mondiste acharné, il s'allie les reggaemen et le mouvement rasta. Soutenu par une large part de la population, il devient Premier ministre le 29 février 1972 au son de tubes de Delroy Wilson (*Better must come*), Junior Byles (*Beat down Babylon)* ou de Max Romeo (*Socialism is love)*. Les premières mesures de Manley sont significatives : réforme agraire, nationalisation de plusieurs compagnies importantes (électricité, téléphone, transports en commun, tourisme), programme d'électrification rurale … Il instaure l'égalité de salaire entre hommes et femmes à travail égal, le congé maternité, le principe des allocations familiales, un revenu minimum, un système de retraite et la limitation du prix des loyers. Les dépenses publiques de santé par habitant bondissent de plus de 30 %. L'éducation publique reçoit 20% du budget en 1973, taux plus jamais atteint depuis. A la fin des années 70, le taux d'alphabétisation dépasse 85 % en Jamaïque. L'île devient un modèle sur de nombreux points.

Mais le choc pétrolier vient contrarier la politique de Manley dès 1973. Asphyxié, Manley manque de capitaux pour financer les mesures promises. Rejeté par les banques privées en désaccord avec sa politique, Manley se tourne vers les Etats-Unis, qui exigent la rupture avec Cuba pour lui avancer des fonds. Manley refuse ce chantage. Son seul recours est alors le FMI, qui cherche à forcer les pays en difficulté à des réformes ultra-libérales afin d'assurer aux créanciers que les remboursements de la dette seront effectués en priorité. Il exige donc, en contrepartie d'un prêt, une dévaluation du dollar jamaïcain, un gel des salaires et une forte réduction des dépenses publiques. Ces mesures sont incompatibles avec les principes de Manley, qui refuse à nouveau.

Les réformes piétinent. Le peuple s'impatiente. Le mouvement rasta et les chanteurs de reggae, qui avaient fortement soutenu Manley, s'interrogent. Peu à peu, ils délaissent la politique, tandis que les gangs des ghettos plongent dans le trafic de drogue.

Au premier semestre 1978, à bout de force, la Jamaïque se tourne une nouvelle fois vers le FMI pour obtenir de l'argent frais. Le FMI exige des mesures encore plus drastiques : réduction des programmes sociaux, forte dévaluation sans hausse des salaires, suppression des subventions aux produits de première nécessité, hausse des tarifs publics et des impôts, liberté des entrées et sorties de capitaux. La potion est amère pour Manley : « *Ils nous ont non seulement imposé un programme terrible, mais je suis sûr qu'il y avait là en plus un aspect punitif : nous faire payer le fait d'avoir résisté à leur plan.* » Cette fois-ci, Manley plie. C'est un désastre social.

L'année 1980 voit de toutes façons arriver une énorme campagne de déstabilisation du pouvoir, orchestrée par la CIA. La Jamaïque est au bord de la guerre civile. Impuissant, Manley décide de redonner la parole au peuple en convoquant des élections. La violence envahit les rues. L'adversaire principal de Manley, Edward Seaga, est un partisan farouche de la libre entreprise, ancien représentant du FMI en Jamaïque et ami personnel de Ronald Reagan. Le 28 mai 1980, il devient Premier ministre. Comme par magie, en quelques jours, les réservations touristiques repartent à la hausse et les capitaux reviennent. Selon Manley, la violence était « *préméditée* ». Le journal *Le Monde* parle de « *coup d'État* ». Aux yeux des pays développés, la Jamaïque rentre dans le rang.

Entre 1980 et 1988, le sort de la Jamaïque se joue moins à Kingston qu'à Washington, où se situent les bureaux du FMI, de la Banque Mondiale et du Trésor américain. De là sont imposées des politiques d'ajustement structurel à des dizaines de pays en difficulté, en échange de prêts massifs assurant leur soumission aux puissances dominantes. Privilégiant les indicateurs économiques sur le bien-être des populations, ils ont eu, et ont encore, des conséquences terribles au Sud. Après deux législatures Seaga, Manley est sévère : « *Ils ont mis la Jamaïque dans un tel endettement que nous en souffrons encore aujourd'hui.* » C'en est fini des illusions de nombreux Jamaïcains.

Depuis 1988, le pouvoir se place dans la droite ligne des exigences de libéralisation économique et de privatisation du FMI. Le pays est vendu à des trusts étrangers par petits bouts… En 1994, Michel Camdessus, alors directeur général du FMI, déclarait, dans un petit sourire : « *Je crois que la Jamaïque est maintenant sur un chemin de croissance stable et forte.* » Une grave crise financière secoue le pays en 1996. Entre 1996 et 1999, le pays connaît quatre années de récession nette ! Et depuis 2000, la croissance reste très faible : 0,7 % en 2000, 1,7 % en 2001 et 1% en 2002. La prévision de Camdessus le fait sans doute sourire aujourd'hui encore.

Le nœud coulant de la dette n'en finit pas de se resserrer autour du peuple jamaïcain. Pour preuve, le service total de la dette (interne et externe) absorbe plus de 64 % du budget 2003/2004, contre seulement 9 % pour l'éducation et 4 % pour la santé. En d'autres termes, la Jamaïque consacre au remboursement de sa dette sept fois plus qu'à son système éducatif et seize fois plus qu'aux dépenses de santé.

En Jamaïque, il y a trente ans, un mouvement populaire a eu l'audace de vouloir décider par lui-même et pour lui-même. Manley est un symbole de la violence avec laquelle le FMI parvient à imposer ses vues et des pressions incroyables que les milieux financiers sont déterminés à mettre en œuvre.

Les plus jeunes le savent, la musique jamaïcaine n'a rien perdu de sa force de dénonciation[1]. En Jamaïque, la politique du FMI provoque des ravages sociaux considérables. S'il ne sort pas du cercle vicieux de la dette, tout le peuple jamaïcain va droit à l'abîme. Après 60 ans de déloyaux services envers les populations du Sud, le FMI a fait preuve de son pouvoir de nuisance. Dès lors, l'exigence de son abolition s'impose.

Par Damien Millet et François Mauger

****

coorditrad@attac.org est l'adresse du secrétariat de l'équipe des traducteurs internationaux qui nous font bénéficier bénévolement de leurs compétences. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de contacter coorditrad en précisant votre (ou vos) langue maternelle, les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire et votre niveau de compétence. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos centres d'intérêt.

---

[1] Le dernier exemple en date est Life and debt, film de Stéphanie Black sorti en France en avril 2004, et sa bande originale également disponible, produite par Say It Loud ! et Le chant du monde.